



Arrêté N°2022/SEE/0266

portant régularisation et prescriptions spécifiques concernant le plan d'eau appartenant à M. Joël DELANOUE
situé à SAINT-MARS-DU-DESERT

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

VU la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code civil ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté ministériel fixant les prescriptions générales applicables aux opérations relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine en vigueur ;

VU le dossier de déclaration d'existence déposé par Monsieur Joël DELANOUE domicilié 14 rue des Marronniers 44521 COUFFE, enregistré sous le numéro 44-2022-00328, reçu le 5 septembre 2022 et concernant la régularisation de l'étang situé à SAINT-MARS-DU-DESERT ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courrier du 03/10/2022 ;

VU l'absence de réponse du bénéficiaire à l'issue de ce délai de 15 jours ;

CONSIDÉRANT que le plan d'eau dont la surface est d'environ 4 000 m² n'est pas alimenté par un cours d'eau et existait en l'état actuel avant 1993, date de mise en application de la loi sur l'eau ;

CONSIDÉRANT que ces éléments permettent de régulariser le plan d'eau ;

ARRÊTE

TITRE I – OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE I-1 : BÉNÉFICIAIRE

Le titulaire du présent arrêté, ci-dessous nommé « le bénéficiaire », est Monsieur Joël DELANOUE, domicilié 14 rue des Marronniers 44521 COUFFE.

ARTICLE I-2 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'arrêté porte sur la régularisation d'un étang situé sur la commune de SAINT-MARS-DU-DESERT.

Rubriques de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées :

N° de la rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Déclaration au titre de l'ouvrage existant	

ARTICLE I-3 : CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE AUTORISÉ

Le plan d'eau est localisé à SAINT-MARS-DU-DESERT, sur la parcelle AA 231.

Sa localisation peut être précisée par les coordonnées du centre du plan d'eau (coordonnées Lambert) :

X = 367 528 m, Y = 6 705 916 m

Le plan d'eau présente les caractéristiques suivantes :

- surface : 4 000 m²,

Le plan d'eau n'est pas vidangeable. Il dispose d'un dispositif de trop plein de type buse de diamètre 125mm.

ARTICLE I.4 : USAGE DU PLAN D'EAU

Le plan d'eau est destiné à l'usage suivant : Loisir privé et agrément paysager.

ARTICLE I.5 : GESTION DES NIVEAUX D'EAU

Le plan d'eau ne comporte pas d'équipement de gestion des niveaux. Aucun aménagement ne peut être effectué pour augmenter sa surface ou sa capacité de stockage.

ARTICLE II.1 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET DEMANDE DE MODIFICATION

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu des dossiers susvisés, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'urbanisme.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable intervenant dans les mêmes circonstances doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation, par le bénéficiaire avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du Code de l'environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

ARTICLE II.2 : TRANSFERT DE BÉNÉFICIAIRE

En application de l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, tout transfert du bénéfice du présent arrêté doit être porté à la connaissance du préfet par le nouveau bénéficiaire dans les trois mois suivant la prise en charge de l'ouvrage.

ARTICLE II.3 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

ARTICLE II.4 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE II.5 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

ARTICLE III.1 : REMPLISSAGE DU PLAN D'EAU

Le remplissage du plan d'eau est réalisé, exclusivement, par alimentation naturelle (ruissellement, nappe d'accompagnement), sans pompe ou dérivation de cours d'eau.

ARTICLE III.2 : LUTTE CONTRE LES ESPÈCES ENVAHISSANTES

Le bénéficiaire veille à limiter le développement des espèces exotiques envahissantes éventuellement présentes par des moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux.

En cas de travaux, toutes les mesures sont prises afin d'éviter la dispersion des espèces invasives.

ARTICLE III.3 : GESTION DE LA VÉGÉTATION SUR LES BERGES

Le bénéficiaire veille à empêcher le développement de végétation ligneuse ou toute végétation pouvant mettre en cause la stabilité des berges.

En cas de développement de végétation répondant au critère ci-dessus, le bénéficiaire met en place un programme d'entretien compatible avec les espèces animales ou végétales présentes. Notamment les travaux d'entretien des arbustes sont proscrits du 1er mars au 31 juillet hors nécessité d'urgence pouvant mettre en cause la stabilité et la sécurité de l'ouvrage.

Toute demande de modification d'une des périodes définies ci-dessus fait l'objet d'un porter à connaissance circonstancié pour validation préalable par le service en charge de la police de l'eau, sauf si cette période est prévue dans un plan de gestion approuvé par l'autorité administrative.

Hors entretien courant le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau de la DDTM des opérations d'entretien significatif au moins quinze jours à l'avance, sauf dans le cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

ARTICLE III.4 : OPÉRATIONS DE VIDANGE

Le bénéficiaire informe le service en charge de la police de l'eau pour accord préalable, au moins quinze jours à l'avance de la date du début de la vidange et du début de la remise en eau. Il précise les moyens prévus pour le respect des prescriptions précisées ci-après.

Les opérations de vidange ou de remise en eau sont réalisées en dehors de la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre.

Le bénéficiaire est par ailleurs tenu de se conformer à toute mesure départementale de restriction des usages de l'eau imposée dans le cadre de la gestion de la ressource en eau en condition de sécheresse.

Le bénéficiaire vérifie le bon fonctionnement des ouvrages de vidange (ouverture, fermeture, réglage) préalablement à sa demande.

Le débit de vidange est adapté afin :

- de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval,
- d'éviter les départs de sédiments,
- de limiter l'impact sur les espèces présentes.

Ce débit ne peut excéder le débit plein bord du cours d'eau à l'aval et si besoin il peut être momentanément interrompu en cas de risque pour l'un de ces éléments.

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : inférieure à 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH4) : inférieure à 2 milligrammes par litre ;
- teneur en oxygène dissous (O2) : supérieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux de vidange doit être particulièrement surveillée ou vérifiée dans les dernières heures de la vidange où le risque de transport des sédiments de fond est le plus fort.

Des dispositifs limitant les départs de sédiments sont mis en place afin d'empêcher le départ de sédiments en aval. Dans le cas de dispositifs pérennes, le bénéficiaire s'assure de leur bon état de fonctionnement et de leur entretien préalablement à la vidange.

L'opération de vidange est conduite de manière à permettre la récupération de tous les poissons et crustacés entraînés par le flux de la vidange, afin notamment d'éviter le passage des espèces indésirables dans le milieu récepteur.

Les individus d'espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes sont détruits dans les meilleurs délais.

ARTICLE III.5 : TRAVAUX SUR LE PLAN D'EAU ET LES OUVRAGES

Toute modification apportée à ces ouvrages et équipements, à leur mode d'utilisation, la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des ouvrages autorisés doit être portée à la connaissance du préfet avant leur réalisation qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les opérations de travaux ou d'aménagements du plan d'eau (curage, protection de berge, etc.) ou des ouvrages peuvent relever de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement susvisé.

Le présent arrêté ne constitue pas une autorisation pour ces opérations.

ARTICLE III.6 : EMPOISSONNEMENT

Toute opération d'empoissonnement du plan d'eau ne peut être réalisée qu'à partir de poissons issus de pisciculture agréée et respecte les dispositions des articles L.432-10 et L. 432-12 du code de l'environnement.

Dans le cas où le bénéficiaire envisage de relâcher des poissons issus d'une pêche de sauvegarde, il transmet une demande préalable pour validation auprès du service en charge de la police de l'eau, au minimum 15 jours avant l'opération.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE IV.1 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement :

- un extrait de la présente autorisation est affiché dans la mairie de SAINT-MARS-DU-DESERT, pendant une durée minimale d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE IV.2 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique et le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

NANTES, le **16 DEC. 2022**

le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par délégation,

La cheffe du service
Eau - Environnement

Marine RENAUDIN

Pièces jointes :

- annexe 1 : plan de situation
- annexe 2 : photographie aérienne

Délais et voies de recours

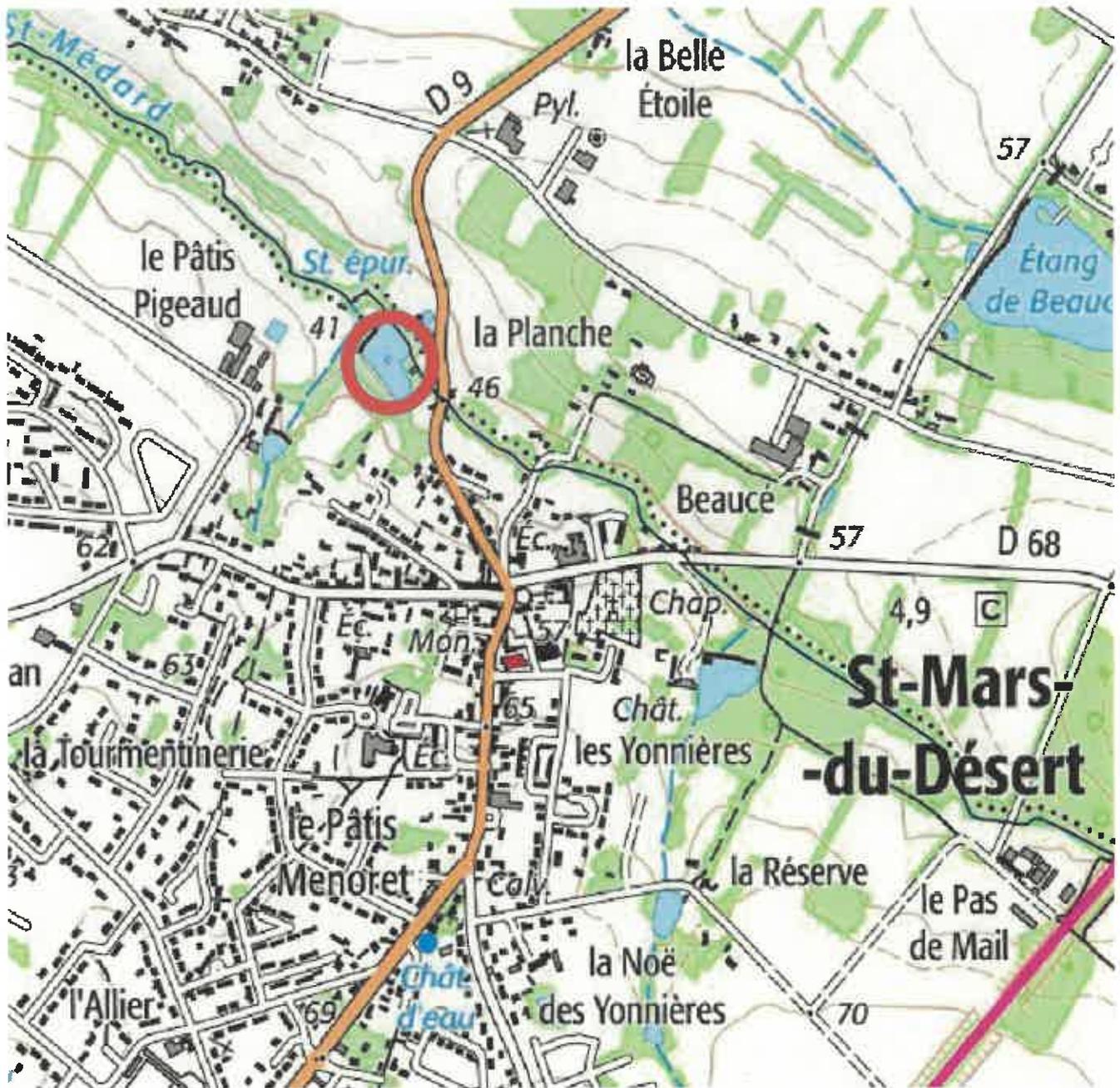
Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de SAINT-MARS-DU-DESERT ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

ANNEXE 1 : Plan de localisation



ANNEXE 2 : Photo aérienne

